



**HAL**  
open science

## Municipales et départementale 2014-2015. Que reste-t-il des positions locales du PCF ?

Dominique Andolfatto

► **To cite this version:**

Dominique Andolfatto. Municipales et départementale 2014-2015. Que reste-t-il des positions locales du PCF ?. Communisme, 2015, pp.473-484. hal-01695389

**HAL Id: hal-01695389**

**<https://u-bourgogne.hal.science/hal-01695389>**

Submitted on 24 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

### **Municipales et départementales 2014-2015 : Que reste-t-il des positions locales du PCF ?**

Texte publié dans la revue-livre :

*Communisme 2015*, Editions Vendémiaire, 2015, p. 473-484

Les résultats du Parti communiste français (PCF) lors des dernières élections locales (municipales en 2014 et départementales, substituées aux cantonales, en 2015) n'ont guère attiré l'attention, ni soulevé de commentaires. Il est vrai que ces scrutins, tout comme les élections européennes de 2014, ont été fortement marquées par la logique des élections intermédiaires<sup>1</sup> et analysées quasi-exclusivement à travers cette logique, soit à travers la mesure de la sanction infligée par les électeurs à la coalition au pouvoir que domine le Parti socialiste. Ainsi, aux élections municipales, 60 villes de plus de 30 000 habitants ont basculé en faveur de la droite, soit le plus important basculement à ce scrutin depuis 1977<sup>2</sup>. Lors des élections départementales de 2015, la même « vague bleue » a repris 25 départements à la gauche. Dès lors, c'est l'effondrement des positions locales du PS qui a été soulignée, le PCF semblant même – et paradoxalement – échapper à cette grille d'analyse compte tenu de son positionnement critique vis-à-vis du gouvernement, voire de son entrée dans l'opposition, au moins par intermittence<sup>3</sup>, même si les parlementaires communistes doivent, sans exception, leur élection au soutien du PS et si, au plan local, les majorités ou listes d'union de la gauche demeurent nombreuses.

La place prise par la figure de Jean-Luc Mélenchon, fondateur et co-président du Parti de la gauche, et l'un des leaders du Front de gauche (FG) – cartel électoral d'organisations diverses à la gauche du PS<sup>4</sup> – a eu tendance aussi à reléguer au second plan le PCF (et ses résultats), pourtant composante principale du FG et à favoriser une plus forte autonomie du PCF vis-à-vis du PS. Or, comme ne manquent pas de le rappeler ses dirigeants, lors des conseils nationaux (ex-comités centraux) qui ont suivi ces échéances électorales, le PCF demeure la « troisième force » politique du pays au niveau local<sup>5</sup> ! Cependant, là encore, s'agissant de « troisième force », les médias n'ont semblé s'intéresser qu'au Front national, se

---

<sup>1</sup> Voir l'article classique de Jean-Luc Parodi, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n° 903, 1983, p. 42-70.

<sup>2</sup> Voir Dominique Andolfatto, « Qui sont les nouveaux maires des villes de plus de 30 000 habitants ? », *Revue politique et parlementaire*, n° 1071-1072, 2014, p. 54-64.

<sup>3</sup> Inversement, les parlementaires PCF peuvent aussi soutenir certaines réformes mais un bilan d'ensemble reste à établir.

<sup>4</sup> Voir Dominique Andolfatto, « Splendeurs et misères du Front de gauche. Jean-Luc Mélenchon, le PCF et les élections de 2012 », *Communisme 2013*, Paris, Vendémiaire, p. 465-511

<sup>5</sup> Voir, par exemple, le rapport d'Isabelle de Almeida, conseil national du 2 avril 2015. En ligne : CNpcf-2-avril-2014-rapport-isabelle-de-almeida

réjouissant que ce dernier n'enlève qu'une dizaine de municipalités et quelques poignées de sièges de conseillers départementaux mais ne parlant guère des revers ou des gains du PCF. Seule la presse locale, notamment *Le Parisien*, à raison de sa diffusion en Ile-de-France et de la célèbre « ceinture rouge »<sup>6</sup> autour de Paris, mais aussi le magazine *Regards*, longtemps dépendant du PCF<sup>7</sup>, lui ont consacré quelques articles approfondis.

### ***Un déclin à bas bruit***

Si, lors des élections nationales, le PCF a vu son audience se rétracter sensiblement depuis les années 1980, il semblait que ses candidats résistaient mieux aux élections locales et qu'ils avaient réussi à préserver leur « empire municipal », constitué à compter des années 1920. A son apogée, en 1977, celui-ci groupa jusqu'à 73 villes de plus de 30 000 habitants (près d'un tiers des villes de cette strate démographique) et le PCF, lorsqu'il ne détenait pas le poste de maire, participait au « gouvernement » de bien d'autres villes où régnait l'union de la gauche.

Aux élections cantonales, sans doute en raison du mode de scrutin, uninominal et majoritaire, du poids des cantons ruraux (même s'il existe localement un communisme rural)<sup>8</sup> et du caractère notabiliaire attaché à la fonction de conseiller général, le PCF a rencontré plus de difficultés pour s'implanter. Comme le souligne Roger Martelli dans *Regards*, on ne parle d'ailleurs pas de « communisme départemental » alors qu'on évoque communément un « communisme municipal »<sup>9</sup>. Cela dit, le PCF a connu aussi une certaine apogée ici, toujours dans les années 1970, gagnant jusqu'à 577 cantons (sur quelque 3 710 à l'époque) lors des consultations de 1976 et 1979 (autrement dit près d'un canton sur 6)<sup>10</sup>. Mais des élus issus du PCF n'ont présidé durablement que deux conseils généraux : celui de la Seine-Saint-Denis (depuis la création de ce département<sup>11</sup>, en 1968, jusqu'en 2008) et celui du Val-de-Marne (également créé en 1968, la présidence du conseil général ayant toujours été détenue, jusqu'à aujourd'hui, par un représentant du PCF, à l'exception de la période 1970-1976).

Cela étant, la résistance relative des positions locales du PCF comparée à la chute de son audience lors des consultations nationales, a conduit bien souvent à souligner ce qui serait un « gap » au sein du PCF entre un groupe dirigeant, mis à mal ou contesté en raison d'aveuglements ou d'erreurs stratégiques, et des élites locales, qui auraient pris leurs distances par rapport à l'appareil communiste (voire à l'idéologie communiste) et pourraient se prévaloir de bons bilans dans les communes ou les départements.

---

<sup>6</sup> L'expression aurait été inspiré par Paul Vaillant-Couturier qui, après les élections législatives du 11 mai 1924, avait titré son analyse de ce scrutin dans *L'Humanité* du 13 mai 1924 : « Paris encerclé par le prolétariat révolutionnaire ». Lui-même avait été réélu député de Paris.

<sup>7</sup> Depuis 2003, ce périodique est édité par une scop. A sa tête (depuis 2010) : Clémentine Autain, l'une des figures du FG. Sa diffusion n'est plus que trimestrielle mais de nombreux articles sont publiés en ligne : <http://www.regards.fr>

<sup>8</sup> Voir Laird Boswell, *Rural Communism in France, 1920-1939*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 1998 et le dossier « Les petites Russies des campagne françaises », *Etudes rurales*, n° 171-172, 2004, p. 9-227 (notamment les articles de Julian Mischi, Michel Streith « L'implantation du PCF. Bastions ruraux, bastions urbains », p. 27-33).

<sup>9</sup> Roger Martelli, « Front de gauche : avant le second tour », *Regards*, 27 mars 2015. En ligne : <http://www.regards.fr/web/article/front5de5gauche5avant5le5second>

<sup>10</sup> Données de Laurent de Boissieu. En ligne : <http://www.france-politique.fr>. Le renouvellement des conseillers généraux avait lieu alors par moitié, de sorte qu'il faut cumuler deux élections consécutives pour mesurer l'implantation nationale d'une organisation.

<sup>11</sup> A la suite de la loi du 10 juillet 1964 « portant réorganisation de la région parisienne ». R. Martelli observait dans *Libération* du 15 mars 2015 que « la Seine-Saint-Denis (...) avait été créée par l'Etat gaulliste dans les années 1960 comme un «bantoustan communiste», un territoire réservé au PCF dans lequel étaient regroupées 80 % des communes PCF. »

A la veille des nouvelles élections municipales de 2014, dans une interview sur *France Info*, le sociologue Julian Mischi parlait ainsi de la résistance d'une « puissance relative du PCF à l'échelon local [qui] s'explique notamment par les stratégies d'autonomisation des élus. Depuis les années 1990, les élus et candidats proches du PCF ne mettent pas en avant leur lien avec le parti lors des campagnes électorales et ils ont pris leurs distances avec l'appareil national. Ils se présentent de manière relativement individuelle et n'ont donc pas trop souffert du déclin de l'image du PCF dans l'opinion »<sup>12</sup>. Et le même de poursuivre, à propos de l'action publique locale des édiles du Parti communiste : « L'ampleur des dépenses sociales singularise la gestion des villes communistes, d'autant plus qu'elles ont été aux prises avec la désindustrialisation amorcée dès les années 1960. Ces villes se caractérisent aussi par la construction de nombreux logements sociaux, réalisés par des offices publics ou des sociétés d'économie mixte. Ces spécificités tendent à s'estomper avec le temps, mais les municipalités gérées par le PCF peuvent souvent faire valoir des services publics plus étendus que dans les autres communes. »<sup>13</sup>

Cependant ces explications sont-elles complètement satisfaisantes ? Lorsqu'on observe la direction nationale, les élus locaux y tiennent une place de plus en plus grande (sinon devenue dominante) depuis les années 1990. Et c'est d'ailleurs à celui qui n'était encore qu'un maire (et conseiller général) de la « ceinture rouge », Robert Hue, même s'il avait aussi une longue pratique ou connaissance des rouages de l'appareil communiste, que Georges Marchais a choisi pour sa succession en 1994<sup>14</sup>. De même, il n'est pas si simple de caractériser la gestion des municipalités communistes par rapport à celle de villes d'autres couleurs politiques. Il existe beaucoup d'idées reçues mais pas d'études comparées. Et ces municipalités ne sont pas exemptes de critiques parfois sévères, en raison de leur coût de gestion par exemple, de leur implication dans diverses affaires contentieuses (tenant à l'utilisation des fonds publics ou, autrefois, à des fraudes électorales), d'échecs – comme dans d'autres municipalités – face aux défis nombreux posés par les évolutions démographiques ou les politiques urbaines, de conformismes de l'action publique<sup>15</sup>. Dans une synthèse sur l'audience du PCF aux élections municipales de 2014, Roger Martelli soulignait qu'« il n'y a plus de « communisme municipal » à proprement parler. Les municipalités qui restent dirigées par le PCF, dans des configurations d'alliances variables, cherchent des modèles alternatifs qui redonneraient à leur gestion une attractivité et une originalité depuis longtemps atténuée »<sup>16</sup>.

Plus au fond, la dépendance du PCF vis-à-vis de ses élus locaux, le fait que celui-ci – à l'instar du PS – soit devenu d'abord un parti d'élus, est souvent évoqué comme l'une des causes de son déclin, d'un immobilisme problématique pour l'avenir (faute de sang neuf), de rupture dans l'histoire du parti. Il est question d'« embourgeoisement » de celui-ci, de la place trop importante prise par les élus et fonctionnaires territoriaux au détriment des ouvriers

---

<sup>12</sup> Interview sur *France info*, 19 mars 2014. En ligne : [http://www.francetvinfo.fr/politique/front-de-gauche/pourquoi-le-pcf-resiste-mieux-aux-municipales-qu-aux-autres-elections\\_550451.html](http://www.francetvinfo.fr/politique/front-de-gauche/pourquoi-le-pcf-resiste-mieux-aux-municipales-qu-aux-autres-elections_550451.html).

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> Voir Dominique Andolfatto, *Le PCF. Mutation ou liquidation*, Paris-Monaco, Le Rocher, 2005.

<sup>15</sup> Pour un bilan, déjà ancien, voir Raymond Pronier, *Les municipalités communistes*, Paris, Balland, 1983. Pour une approche à la fois historique et contemporaine, voir Emmanuel Bellanger, Julian Mischi, dir., *Les territoires du communisme. Elus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes*, Paris, Armand Colin, 2013.

<sup>16</sup> Voir Roger Martelli, « L'archipel urbain du PCF », *Métropolitiques*, 6 juin 2014. En ligne : <http://www.metropolitiques.eu/L-archipel-urbain-du-PCF.html>. Pour appuyer son propos, l'auteur cite l'ouvrage de David Grouard : *La Banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*, Lormont, Le Bord de l'Eau, 2013.

ou catégories populaires<sup>17</sup>. Cette mutation et professionnalisation des élites locales du parti auraient finalement privé le PCF de sa spécificité et de son utilité au plan national.

Quels que soit le débat, les résultats des élections locales de 2014 et 2015 révèlent un affaiblissement sensible des positions communistes. Si jusqu'alors le PCF avait réussi à limiter le déclin, soit qu'il avance masqué au plan local, soit qu'il puisse tirer partie de bons bilans, soit que ses élus locaux, notamment ses maires, bénéficient de la fidélité des électeurs (mais cela vaut pour tous les maires sortants), un nouveau seuil a été franchi en 2014 et 2015. En fait, ce serait une illusion de penser que les positions locales du PCF avaient été sanctuarisées antérieurement. A chaque échéance – nationale ou locale –, il reculait... même si les résultats consultations locales semblaient moins sévères et qu'une certaine stabilisation semblait intervenue depuis les années 2000. Les revers de 2014 et 2015 résultent de la conjonction de plusieurs facteurs : la logique des élections intermédiaires, déjà évoquée, qui a également touché le PCF même si celui-ci a cherché à afficher son indépendance vis-à-vis du PS ; cette indépendance a pu fragiliser aussi certaines équipes au plan local, déchirées entre le maintien de l'union avec le PS au plan local ou l'autonomisation ; il faut compter enfin avec des difficultés de renouvellement des leaderships locaux mais aussi la diversification sociale de certaines communes (notamment les mutations des banlieues).

### ***Le « communisme municipal » perd un quart de ses implantations en 2014***

Dans *Regards*, R. Martelli a dressé un bilan précis des élections municipales de 2014 pour le PCF. L'ancien militant communiste parle de véritable « Bérézina »<sup>18</sup>. Le PCF a perdu un quart de ses communes de plus de 3 500 habitants (voir le tableau ci-dessous) : il en conserve 145 (sur les 2 792 de cette strate). Il perd notamment 7 villes de plus de 30 000 habitants (sur les 28 qu'il détenait). Ces pertes se concentrent surtout en région parisienne : Bobigny, Bagnole, Saint-Ouen (municipalités communistes depuis les années 1920), Le Blanc-Mesnil (la ville de l'ancienne secrétaire générale du Parti communiste, Marie-George Buffet, désormais conseillère municipale de l'opposition). Le PCF perd également Vaulx-en-Velin en région lyonnaise et Aubagne, aux portes de Marseille.

Globalement, le PCF perd 57 mairies de communes de plus de 3 500 habitants mais en regagne 9. En région parisienne, il reprend notamment les villes d'Aubervilliers (au PS) et de Montreuil (aux Verts)<sup>19</sup>, retrouvant dans ce dernier cas une deuxième commune de plus de 100 000 habitants (avec Saint-Denis). Il gagne également la ville de Thiers (11 217 habitants) en Auvergne. Les pertes se font principalement au profit de l'UMP et de l'UDI (dans 30 cas sur 57). Cela vaut notamment pour Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Saint-Ouen, Villejuif et Aubagne. Dans 22 autres cas, c'est le PS qui prend la mairie, soit en raison de divisions internes à la gauche (et à la fin d'une stratégie d'union), soit que le rapport de force entre le PS et le PCF se soit apprécié en faveur du premier. Ainsi, Bagnole et Vaulx-en-Velin passent au PS. Les autres pertes interviennent en faveur de listes « diverses ».

Au total, un maire PCF (ou apparenté) n'administre plus qu'un nombre de communes couvrant environ 2,6 millions d'habitants (soit 4 % de la population métropolitaine). Ce nombre de communes, encore supérieur à 700 après les élections municipales de 2008, aurait

---

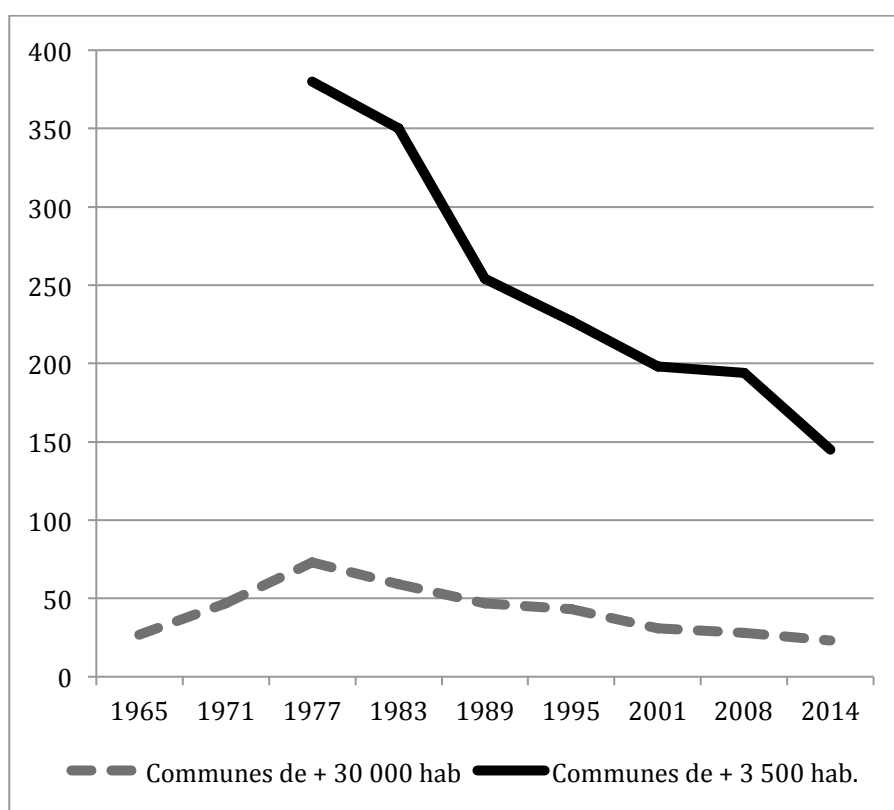
<sup>17</sup> Voir Julian Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014, p. 177-235 et 287-292. Voir également Dominique Andolfatto, Fabienne Greffet, « La semi-cartellisation du PCF » in Yohann Aucante et Alexandre Dézé, dir., *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales. Le modèle du parti-cartel en question*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 317-341.

<sup>18</sup> Roger Martelli, « Municipales : PC, l'autre Bérézina », *Regards*, 27 mai 2015. En ligne : <http://www.regards.fr/web/article/municipales-pc-l-autre-berezina>

<sup>19</sup> La maire sortante, Dominique Voynet, contestée localement, avait préféré ne pas se représenter.

sensiblement reculé (mais n'a pas été précisément calculé pour les plus petites communes, signe – au passage – de la dilution du « label » communiste à ce niveau). Cela dit, on peut estimer que les communes de plus de 3 500 habitants constituent quelque 85 % de cette population<sup>20</sup>. En 1977, à l'apogée de l'« empire municipal » du PCF, celui-ci couvrait quelque 8,6 millions d'habitants (soit 16 % de la population métropolitaine). Autrement dit, son implantation municipale a été réduite par quatre en une quarantaine d'années (alors que la population métropolitaine a sensiblement augmenté)<sup>21</sup>.

### L'évolution du nombre des mairies communistes (1965-2014)



Source des données : R. Martelli (2014).

Les implantations municipales du PCF reculent dans tous les départements, sauf dans le Puy-de-Dôme, compte tenu notamment de la « prise » de Thiers mais aussi de la bonne image dont jouit André Chassaigne, député de la circonscription de Thiers-Ambert (et par ailleurs élu local)<sup>22</sup>. Le nouveau maire de Thiers, Claude Nowotny, est d'ailleurs le suppléant de ce dernier (et fonctionnaire territorial). Le nombre de départements où un élu issu du PCF (ou apparenté) est à la tête d'une mairie d'une commune de 3 500 habitants ou plus tend aussi à reculer, accentuant toujours plus l'implantation « en archipel » – soit très éparpillée – du PCF, même en région parisienne. Le PCF est désormais absent des communes de cette strate dans 59 départements (contre 52 en 2008 et 26 en 1977). Et ces implantations sont concentrées dans

<sup>20</sup> Voir Roger Martelli, « L'archipel urbain du PCF », *Métropolitiques*, 6 juin 2014. En ligne : <http://www.metropolitiques.eu/L-archipel-urbain-du-PCF.html>

<sup>21</sup> Selon l'Insee, la métropole comptait 53 millions d'habitants en 1977 contre 64 millions en 2014.

<sup>22</sup> Il est également, depuis 2012, le président du groupe communiste (officiellement : groupe de la gauche démocrate et républicaine) à l'Assemblée nationale. Lors de la désignation du candidat soutenu par le PCF à l'élection présidentielle de 2012, il a été le principal challenger de Jean-Luc Mélenchon, incarnant la fidélité à un communisme national mais aussi des profondeurs du territoire.

quelques départements : le Nord (où un élu du PCF est à la tête de la municipalité de 20 communes de 3 500 habitants et plus), le Pas-de-Calais (12), les Bouches-du-Rhône (11)<sup>23</sup>, le Val-de-Marne (10), la Seine-Maritime (8), la Seine-Saint-Denis et la Meurthe-et-Moselle (7 dans chacun de ces deux départements), l'Isère (6)<sup>24</sup>. R. Martelli observe que « la hiérarchie de l'influence du PCF n'a guère changé (...). Ses pertes se sont concentrées, pour moitié, dans cinq départements d'implantation ancienne (la Seine-Saint-Denis, le Val-de-Marne, les Bouches-du-Rhône, le Rhône, le Nord) et dans le Morbihan. »<sup>25</sup> Dans ces territoires d'influence du PCF, les mairies ont été généralement reprises par le PS. Ces résultats marquent également la fin de l'« exception francilienne » : le nombre de mairies communistes s'élève désormais à 38 communes en région parisienne (contre 49 en 2008 et 147 à l'« apogée » de 1977).

Parmi les villes conservées par le PCF, celle de Stains (en Seine-Saint-Denis), désormais la première commune de plus de 30 000 habitants dont le maire soit d'origine maghrébine<sup>26</sup>, ce qui traduit certaines adaptations du PCF, en dépit de retards souvent soulignés, aux évolutions de la population. Azzedine Taïbi, le nouveau maire de Stains, est issu d'une famille d'origine algérienne arrivée en France dans les années 1950 ; il a en fait toujours vécu dans la banlieue parisienne (notamment à Champigny-sur-Marne, « bastion » communiste, où vécut également Georges Marchais). Educateur, il s'engage au PCF, devient conseiller municipal puis conseiller général de Seine-Saint-Denis en 2001 (réélu en 2008 et en 2015). Il a suivi finalement un *cursus honorum* local classique qui ne se distingue guère, si ce n'est par l'origine de ses parents, de ceux de bien d'autres élus locaux. Il a dû attendre 49 ans pour se faire élire maire.

En termes d'audience électorale, les résultats du PCF à ces élections ne « semblent que faiblement reliés à la stratégie politique retenue. Que les communistes aient été à la tête de listes d'union de la gauche classique, de listes étiquetées Front de gauche ou de listes proprement communistes, les évolutions sont sensiblement identiques, avec des reculs de premier tour se situant entre 5 % et 7 % en moyenne »<sup>27</sup>. Cela dit, la seconde de ces stratégies n'est pas sans poser de dilemme au PCF car elle traduit un effacement de ce dernier et, compte tenu du mode de scrutin majoritaire, un risque plus fort de pertes de mandats électoraux – et donc de ressources pour l'organisation – même dans l'hypothèse d'une résistance, voire d'une consolidation, de l'audience électorale. Ce dilemme a d'ailleurs été source de tensions avec Jean-Luc Mélenchon lors de la composition des listes et de la campagne. A Paris, en particulier, le ralliement des communistes à la candidature de la socialiste Anne Hidalgo, et non pas aux listes du PG (à la suite d'une consultation militante en octobre 2013)<sup>28</sup>, a été dénoncé comme « désastreux » par l'ancien ministre socialiste, s'agissant d'affirmer une alternative à la gauche du PS. Lors du conseil national du 23 janvier

---

<sup>23</sup> Parmi ces communes du Bouches-du-Rhône, celle de Gardanne, dont les résultats aux élections municipales de 2014 ont été annulés par la justice administrative. Lors d'élection partielles, en juillet 2015, le maire communiste sortant, Roger Mei, 80 ans, a été réélu pour un 7<sup>ème</sup> mandat, avec le soutien de 49,4 % des suffrages exprimés (dans le cadre d'une triangulaire avec le FN) ou 24,0 % des électeurs inscrits (pour tenir compte du niveau de participation). Voir la « Chronique des événements courants » (23 juillet 2015) de l'Institut d'histoire sociale. En ligne :

<http://est-et-ouest.fr/chronique/2015/150723.html>

<sup>24</sup> Calculs de R. Martelli in « L'archipel urbain du PCF », *op. cit.*

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> *Le Monde*, 17 février 2014.

<sup>27</sup> Selon R. Martelli, *ibid.*

<sup>28</sup> Lors de cette consultation, 670 voix (57 %) se sont portées en faveur de l'union avec le PS dès le 1<sup>er</sup> tour contre 500 en faveur d'une stratégie de Front de gauche. Dix jours plus tôt, la direction de la fédération de Paris avait fait le même choix, à une majorité plus forte : 67 %.

2014, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, justifiait cependant une double stratégie : celle « du Front de gauche dans laquelle nous sommes engagés pour construire une majorité alternative au pouvoir actuel de François Hollande [n'est pas] incompatible avec des alliances locales ou la participation des exécutifs où nous sommes minoritaires »<sup>29</sup>, mais il se refusait à trancher, appelant curieusement à « poursuivre ce débat ».

La « Bérézina » des municipales n'a pas semblé beaucoup émouvoir la direction nationale du PCF. Pascal Salvodelli, l'un des dirigeants du PCF, responsable des élections, analyse que « les municipales 2014 ont été marquées par une abstention inédite et un gain massif de villes par la droite au détriment de l'ensemble de la gauche et singulièrement du PS »<sup>30</sup>. Et de mettre en cause les symptômes d'une « société malade » : « gouvernement sourd aux aspirations populaires, indifférent à la souffrance sociale et qui a trahi avec cynisme ses engagements électoraux » ; « un système politique de plus en plus inadapté, qui vit pour lui-même et sur lui-même ; « une droite et [un] FN qui attisent la surenchère antisociale, les haines et les divisions ». Comme on le voit, l'analyse ne prend en compte que des raisons exogènes au PCF, de type institutionnel, social ou financier.

Lors du conseil national qui suit le scrutin, Isabelle de Almeida, qui préside cette instance, livre des éléments plus intéressants en termes d'alliance et d'audiences électorales. Dans les villes de plus de 3 500 habitants où le PCF « conduisait une liste », la stratégie de « gauche rassemblée » (nouvelle dénomination des listes d'union avec le PS) était minoritaire et n'a concerné que 35 % de ces communes<sup>31</sup>. Dans les autres cas, le PCF conduisait une liste du Front de gauche. Les listes traditionnelles d'union de la gauche ont obtenu un résultat moyen de 47,9 % des suffrages exprimés contre 53,2 % en 2008, soit « une perte de 5,3 % ». Les listes FG ont obtenu 19,9 % des suffrages exprimés contre 27 % en 2008, soit « une perte de 7,1 % »<sup>32</sup>. Bien sûr, il s'agit des résultats « officiels » du PCF qui pourraient être discutés et on a vu que d'autres conclusions étaient moins tranchées. Isabelle de Almeida appelle ensuite à examiner chaque situation locale avant de conclure que « le PCF résiste et a enregistré quelques gains ».

### ***Un nouveau recul en sièges aux élections départementales***

Lors des élections départementales de mars 2015, le PCF aurait mieux résisté qu'aux municipales de l'année précédente de l'avis de commentateurs. Mais les données disponibles sont relativement imprécises. Le Front de gauche pouvait aligner 227 sortants (selon la direction du PCF)<sup>33</sup>, 234 (dont 220 communistes) selon R. Martelli<sup>34</sup> ou 239 selon le ministère

---

<sup>29</sup> Rapport introductif de P. Laurent, conseil national du 23 janvier 2014.

En ligne : <http://www.pcf.fr/49873>

<sup>30</sup> *Communistes* (supplément à *L'Humanité* du 2 avril 2014), n° 551, p. 2. L'abstention reste effectivement très élevée, notamment dans la « ceinture rouge ». Par exemple, à Saint-Denis, le second tour n'a mobilisé que 44,3 % des électeurs et la liste du FG, qui a gagné, a recueilli le soutien de 21,3 % des inscrits. Il apparaît aussi qu'une grande partie des habitants n'est pas inscrite sur les listes électorales : 43 200 inscrits à Saint-Denis pour 108 274 habitants recensés.

<sup>31</sup> Ici, le principal raté concerne probablement Grenoble où le PCF a fait liste commune avec le PS battu par les écologistes au second tour (certes à la faveur d'une quadrangulaire) avec lesquels le PG s'était allié.

<sup>32</sup> Rapport introductif de I. de Almeida, conseil national du 2 avril 2014.

En ligne : <http://www.pcf.fr/53335>

<sup>33</sup> *Communistes* (supplément à *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> avril 2015), n° 589, p. 3. Le PCF a notamment déduit de ses élus sortants les 3 conseillers généraux de la région lyonnaise dont les cantons ont été supprimés à la suite de la création de la métropole de Lyon, le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

<sup>34</sup> R. Martelli, « Second tour : le Front de gauche s'en sort plutôt bien », *Regards*, 27 mai 2015. En ligne : <http://www.regards.fr/web/article/second-tour-le-front-de-gauche-s>



de l'Intérieur (sur un total de 3 863 sièges métropolitains). Selon les sources disponibles, il conserverait 140 à 178 sièges à l'issue du scrutin de 2015 : 176 sièges (dont 166 communistes) selon la direction du PCF<sup>35</sup>, 162 à 170 sièges selon R. Martelli, 140 sièges selon le ministère de l'Intérieur qui ne tient pas compte des binômes partagés (sur un total de 3 990 sièges métropolitains). Quelles que soient les données, ces résultats traduisent bien un recul sensible par rapport à 2008. Le PCF et le FG ne conservent que 73 à 77 % de leurs positions initiales dans les hypothèses les plus favorables. Le recul est même plus marqué si l'on calcule les résultats du FG par rapport au nombre total des sièges : il détenait 6 % d'entre eux après les scrutins de 2008 et 2011 ; il n'en détient plus que 4,3 % après le scrutin de 2015. L'évolution apparaît bien comparable à celle observée lors des élections municipales de 2014 (voire plus sévère en tenant compte de l'ensemble des sièges).

En termes géographiques, le FG obtient des élus dans 61 départements. Le Val-de-Marne (avec 18 élus), la Seine-Saint-Denis et le Nord (10), les Côtes d'Armor (9) et l'Isère (7) comptent le plus d'élus du FG. Suivent l'Allier, le Gard, la Meurthe-et-Moselle, les Pyrénées-Orientales et la Somme<sup>36</sup>. Le PCF conserve une présidence de conseil départemental : celle du Val-de-Marne. Christian Favier, qui conserve le poste, illustre la première page du supplément à *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> avril relatif aux résultats. Agé de 64 ans, ancien instituteur, conseiller général de Champigny-sur-Marne depuis 1994, il était président du conseil général du Val-de-Marne depuis 2001. Il est également sénateur depuis 2011. En revanche, le PCF perd la présidence de l'Allier, qu'il n'avait détenu que de façon discontinue, de 1979 à 1982, de 1998 à 2001 et depuis 2008.

Avec quelque 170 sièges obtenus lors des élections départementales, *L'Humanité* rappelle que le FG demeure donc « la troisième force politique en termes d'élus », devançant nettement le FN qui a pourtant monopolisé l'attention des médias<sup>37</sup> ... mais, en fait, très loin du PS et de l'UMP, crédités respectivement de 925 et 1 006 sièges (et même 2 124, dans ce dernier cas, en ajoutant les sièges obtenus par l'UDI et par les divers droite). Le journal se réjouit aussi que les binômes du FG « 2 fois sur 3... au 2<sup>ème</sup> tour, l'ont emporté face au FN ».

Dans une première analyse du scrutin, Yann Le Pollotec, membre du conseil national du PCF, indique que « le vote FG reste peu identifié à des catégories socio-professionnelles particulières ; et en matière de classe d'âge ses points forts relatifs se concentrent sur les 18-24 ans et les 50-64 ans. Si le FG retrouve l'essentiel de son électorat des européennes en mordant légèrement sur l'électorat socialiste et écologiste, il est loin de retrouver les électeurs de la présidentielle de 2012 », ce qui introduit un certain bémol par rapport à d'autres analyses<sup>38</sup>.

Lors du conseil national du 10 avril 2015, Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF, commence par de l'humour : il se réjouit que le PCF ne soit pas mort ! Il souligne au contraire que l'« espoir de gauche », porté par le FG, se maintient « contre vents et marées »<sup>39</sup>. Bien que la comparaison avec les scrutins antérieurs soit difficile, compte tenu du redécoupage des cantons et de candidatures en binômes – ce dont il convient –, O. Dartigolles montre que l'audience du FG progresse, notamment dans des terres de mission, mais cela reste insuffisant pour conserver et *a fortiori* conquérir des sièges : le PCF évalue l'audience du FG à 9,4 % des suffrages exprimés au premier tour, en progression de 0,5 point par rapport aux élections

---

<sup>35</sup> Rapport de O. Dartigolles, conseil national du 1<sup>er</sup> avril 2015. En ligne : [http://www.pcf.fr/sites/default/files/rapport\\_au\\_conseil\\_national\\_du\\_10\\_avril\\_2015\\_corrige\\_3.pdf](http://www.pcf.fr/sites/default/files/rapport_au_conseil_national_du_10_avril_2015_corrige_3.pdf).

<sup>36</sup> *Ibid.*

<sup>37</sup> *Communistes* (supplément à *L'Humanité* du 1<sup>er</sup> avril 2015), n° 589, p. 1.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>39</sup> Rapport de O. Dartigolles, *op. cit.*

cantonales de 2008<sup>40</sup>. Puis l'analyse se fait plus fataliste : le porte-parole du parti déplore « au final [que] ces élections départementales confirment et consolident le sombre paysage politique qui s'est installé depuis l'élection de F. Hollande. » On en revient plus largement à des arguments exogènes déjà entendus lors des élections municipales ou de scrutins antérieurs.

En effet, d'une élection à l'autre, l'audience du PCF, même fondue dans celle du Front de gauche, recule. Les espoirs suscités par les résultats de l'élection présidentielle de 2012 sont restés sans lendemain. Les alliés du FG se sont même déchirés dès les élections législatives de 2012. Les hésitations de la stratégie mise en œuvre ensuite, une étrange cohabitation avec le PS tout aussi incompréhensible, un contexte très défavorable à la gauche ne pouvaient favoriser le redressement, ni même le maintien, espérés. Derrière ces explications conjoncturelles s'en retrouvent d'autres, plus structurelles : les mutations sociales et culturelles liées à la société post-industrielle ; l'importance prise par l'individualisme contemporain ; la mise en cause de la doctrine communiste ; un modèle partisan centralisé qui n'a pas su à se renouveler...<sup>41</sup>

Et tout en cherchant à défendre des implantations qui se réduisent, le PCF lutte aussi pour sa mémoire car l'oubli menace également et cela lui semble encore plus grave. Commentant les résultats des élections départementales, Olivier Dartigolles ne manque pas de regretter qu'aucun communiste ne soit concerné par la « panthéonisation » de diverses personnalités de la Résistance décidé par le président de la République...

---

<sup>40</sup> *Communistes* (supplément à *L'Humanité* du 25 mars 2015), n° 588, p. 1. en comptant les suppléants). Si l'on s'en tient aux seuls binômes composés de deux candidats du PCF ou du FG, le ministère de l'Intérieur a crédité ces deux organisations de 6,0 % des suffrages exprimés.

<sup>41</sup> Voir Romain Mathieu, *La gauche radicale*, thèse de science politique, université de Lorraine, 2015 et Jean-Michel De Waele et Vieira Mathieu, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale. Une approche comparative (1989-2009) », in J.-M. De Waele et Daniel-Louis Seiler, dir., *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2011